



Avec Jean-Pierre Chevènement pour une politique industrielle française active

Le cas de Moulinex illustre tragiquement la situation de l'industrie des biens d'équipement du foyer en France, qui produit dans notre pays de l'électroménager, des jouets, des lunettes, des chaussures, etc.

Durant les dernières décennies, ces entreprises sont passées d'une logique industrielle et paternaliste à une logique purement financière. Elles ont dû se soumettre aux exigences liées à la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché pour satisfaire les exigences financières et techniques de nouveaux acteurs de la distribution, c'est-à-dire en baissant leurs coûts de revient :

- ▮ par des réductions d'effectifs pour diminuer la masse salariale ;
- ▮ par un recours aux marchés financiers pour financer à moindre coût les investissements relatifs au développement de nouveaux produits.

Cette réalité contraint, pour continuer à exister, les entreprises de ces secteurs à subir les exigences posées :



l d'un côté, les centrales d'achat font valoir la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché pour imposer aux entreprises françaises une pression toujours plus forte (plus les prix sont faibles, plus la marge des distributeurs augmente, et plus celle des entreprises baisse) ;

l de l'autre côté, les actionnaires demandent aux entreprises chaque année d'augmenter les bénéfices de 10 à 15 % alors que la richesse totale en France augmente d'à peine 3 % par an.

Faute d'une taxation efficace à l'entrée de l'Europe des produits importés de pays à main-d'œuvre bon marché où les droits humains sont bafoués, les entreprises de ces secteurs délocalisent pour continuer à être concurrentielles dans un contexte inégalitaire et détruisent des emplois en France. Celles-ci délocalisent non pas en raison de pertes d'argent, mais pour respecter les règles édictées par les distributeurs et les actionnaires.

Pour éviter cela, et permettre la préservation des emplois en France et dans l'Union européenne, nous estimons qu'il est nécessaire de relever :

l les taux de taxation des produits importés ;

l de mettre en place un encadrement des marchés financiers et du monde bancaire ainsi que des activités des groupes de distribution.

Mais, la réussite des industries françaises ne pourra être possible qu'avec un soutien des pouvoirs publics en matière de recherche et de développement, et par un encouragement aux alliances, capitalistiques ou non, entre entreprises françaises.

Autrement dit, les plans sociaux ne sont pas des fatalités, ils sont le résultat de la mondialisation libérale, en tant que logique d'accumulation financière à court terme. Ils sont la conséquence d'une construction européenne au service des intérêts financiers, au service de la mondialisation.

Ne pas jeter sur la voie publique

BULLETIN À REMPLIR ET À RETOURNER

À www.mdc-france.org/ info@mdc-france.org

MOUVEMENT DES CITOYENS

9, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris
(Tél : 01 44 83 83 00 | Fax : 01 44 83 83 20)

INDUSTRIE

Nom & prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Profession : _____ Date de naissance : _____

JE SOUHAITE CONTACTER LE MOUVEMENT DES CITOYENS

JE SOUHAITE ADHÉRER AU MOUVEMENT DES CITOYENS

JE REJOINS LES COMITÉS DE SOUTIEN À JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

J'AUTORISE QUE MON NOM SOIT PUBLIÉ

JE N'AUTORISE PAS QUE MON NOM SOIT

